

[Texte]

Mr. Trudel: May I ask another question, Mr. Chairman?

The Chairman: Yes.

Mr. Trudel: Is this a wholly owned company, or is it a branch of an American company?

Mr. Coffin: No, sir, this is a wholly owned company. It is a subsidiary of an Indian company, from Bombay, India.

Mr. Trudel: In your brief you mention that you have door coverings and we now find, at least in the central markets, that the competition is not from Canadian companies, but it is mostly from others, Israel or even Poland. In central Canada this is where we are finding our problems. You are centering a lot of your complaints on transportation.

Mr. Coffin: You are quite correct, actually imports in some of our basic commodities. Import competition is more serious than is domestic competition. Domestic competition itself cannot, like us, compete with foreign imports, not effectively that is.

Mr. Trudel: One of the reasons that we have received in the other part of the country is that they were using water transportation, and I think in your original statement you mentioned that you had explored this possibility to the inland market. Would this be of some advantage to you?

Mr. Coffin: Frankly, no. I have to acknowledge that our present rail rates are far cheaper than any water rates that I have been able to negotiate. But I believe our major problem with imports—they come from countries such as Poland and Russia in Canada particularly—is the lower labour rates and the fact that they do subsidize exports.

Mr. Trudel: You mention that the rates are maybe not favourable but reasonable. With the continuation of these rates, do you feel that you can meet the competition?

Mr. Coffin: I would say that we must at least continue the present rates. But to say that we can continue and grow and expand

[Interprétation]

M. Trudel: Est-ce que je peux poser une autre question, monsieur le président?

Le président: Oui.

M. Trudel: Est-ce une société à part entière ou une filiale d'une société américaine?

M. Coffin: Non, c'est une Société à part entière. C'est la filiale d'une société indienne de Bombay, en Inde.

M. Trudel: Dans votre mémoire, vous dites que vous avez des protections douanières et nous constatons, au moins sur les marchés de la région centrale, que la concurrence ne vient pas de sociétés canadiennes mais d'autres sociétés, société israélienne ou même polonaise. C'est dans la région centrale du Canada que nous avons des problèmes. Vous faites porter une bonne partie de vos griefs sur des questions de transport.

M. Coffin: Vous avez tout à fait raison, du moins en ce qui concerne les importations de certains produits de base. La concurrence des produits importés est plus forte que celle des produits nationaux. La production nationale, comme dans notre cas, ne peut concurrencer les importations étrangères, du moins pas efficacement.

M. Trudel: Une des raisons qui a été évoquée dans les autres régions du pays, c'est que les concurrents utilisaient le transport par eau et je pense que dans votre première déclaration, vous avez mentionné que vous aviez étudié cette possibilité pour les marchés de l'intérieur. Est-ce que cela vous serait plus avantageux?

M. Coffin: Franchement, non. Je dois reconnaître que le tarif ferroviaire que nous payons actuellement est beaucoup moins élevé que tous les tarifs maritimes que j'ai pu négocier jusqu'ici. Je pense que le principal problème qui se présente pour les importations—dans le cas du Canada, elles nous viennent particulièrement de la Pologne et de la Russie—c'est que les taux de rémunération de la main-d'œuvre y sont plus faibles et que ces pays subventionnent leurs moyens de transport.

M. Trudel: Vous avez dit que les tarifs ne sont peut-être pas favorables, néanmoins raisonnables. Si on maintient ces tarifs au même niveau, croyez-vous que vous pouvez faire face à la concurrence?

M. Coffin: Je pense qu'il nous faut au moins maintenir le tarif actuel. Mais, à savoir si nous pouvons prendre de l'expansion avec